



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 80

Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires

Présentation

Présenté par
M. Michel Gratton
Ministre du Revenu

Éditeur officiel du Québec
1986

NOTES EXPLICATIVES

En modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, ce projet de loi vise à mettre fin à une certaine forme de détournement des fonds publics par des intermédiaires qui s'approprient des montants qui auraient dû être perçus à titre de taxe et remis au ministre.

À cet effet, ce projet introduit dans la loi la notion d'agent-percepteur du ministre qui, en sa qualité de personne qui vend ou délire du tabac au Québec, a l'obligation d'être titulaire d'un certificat d'enregistrement, de percevoir, sauf exception, un montant égal à la taxe lors d'une vente de tabac à une personne qui n'est pas sous entente avec le ministre et de faire remise de ce montant au ministre.

Ce projet précise les obligations du vendeur en détail et prévoit également que tout agent-percepteur est personnellement responsable du paiement d'un montant équivalant à la taxe, notamment lorsqu'il acquiert du tabac d'un agent-percepteur qui n'est pas titulaire d'un certificat d'enregistrement.

Il modifie de plus cette loi afin, d'une part, de permettre au ministre d'exiger un cautionnement comme condition de l'enregistrement d'un agent-percepteur qui n'a ni résidence ni place d'affaires au Québec et, d'autre part, de contrôler la vente ou la livraison hors Québec de tout tabac portant la marque d'identification requise par le ministre de manière à éviter le non-paiement de la taxe.

Il édicte enfin certaines mesures coercitives de même que des pouvoirs élargis de saisie et de perquisition afin d'assurer le respect de la loi.

Projet de loi 80

Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Le paragraphe 11° de l'article 2 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2) est remplacé par le suivant:

«11° «vente» comprend le contrat ordinaire de vente et l'échange;».

2. L'article 3 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**3.** Personne ne peut vendre ou délivrer du tabac au Québec à moins qu'à sa demande, un certificat d'enregistrement ne lui ait été émis en vertu de la présente loi et ne soit en vigueur à ce moment.

«**3.1** Aucun vendeur ne peut acheter ni se faire livrer du tabac au Québec d'une personne qui n'est pas titulaire d'un certificat d'enregistrement émis en vertu de la présente loi et en vigueur à ce moment, à moins qu'il n'ait conclu une entente avec le ministre en vertu de l'article 17. ».

3. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 5, de l'article suivant:

«**5.1** Le ministre peut exiger comme condition de l'enregistrement de celui qui n'a ni résidence ni place d'affaires au Québec un cautionnement dont il fixe le montant. ».

4. L'article 11 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **11.** Tout vendeur en détail doit percevoir comme mandataire du ministre l'impôt prévu à l'article 8 lors de toute vente de tabac qu'il effectue.

Le vendeur en détail doit, au plus tard le quinzième jour de chaque mois, rendre compte au ministre en la forme prescrite de l'impôt qu'il a perçu ou qu'il aurait dû percevoir au cours du mois précédent et il doit en même temps lui remettre le montant de cet impôt.

Cependant, il n'est pas tenu de rendre compte au ministre, à moins que celui-ci ne l'exige, ni de lui remettre l'impôt perçu à l'égard du tabac vendu qu'il a acquis d'un agent-percepteur titulaire d'un certificat d'enregistrement lorsqu'il a versé à ce dernier le montant prévu à l'article 17.2 à l'égard de ce tabac.

Toutefois, si l'impôt perçu à l'égard de ce tabac est supérieur au montant qu'il a versé en vertu de l'article 17.2 à un agent-percepteur titulaire d'un certificat d'enregistrement, le ministre peut exiger que la différence lui soit remise. ».

5. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 13, de ce qui suit:

« **13.1** Tout tabac destiné à la vente pour consommation au Québec et qui s'y trouve doit être identifié par les personnes, de la manière et aux conditions prescrites par règlement.

« **13.2** Toute personne qui désire vendre, délivrer ou faire en sorte que soit livré hors du Québec du tabac identifié conformément à l'article 13.1, doit en demander l'autorisation au ministre sauf si la personne à qui ce tabac est vendu ou livré est partie à une entente conclue avec le ministre en vertu de l'article 17 ou si ce tabac est prescrit par règlement.

La personne qui, contrairement au premier alinéa, vend, délivre ou fait en sorte que soit livré hors du Québec du tabac identifié, doit payer au ministre une pénalité égale au montant de l'impôt qui aurait été payable en vertu de l'article 8 si le tabac avait été vendu pour consommation au Québec.

« SECTION III.1

« VÉRIFICATIONS, INSPECTIONS ET SAISIES

« **13.3** Un agent de la Sûreté du Québec ou une personne autorisée à ces fins par le ministre peut, sans mandat, en tout lieu et en tout temps, arrêter pour examen un véhicule, lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que du tabac destiné à la vente pour consommation au Québec s'y trouve et que ni le vendeur ni l'acheteur ne sont titulaires du certificat d'enregistrement que la loi leur impose de détenir ou que ce tabac n'est pas identifié conformément à l'article 13.1.

Toutefois, lorsque le véhicule est immobilisé pour la nuit hors d'un lieu public et que toute activité reliée à son usage a cessé, une personne visée au premier alinéa ne peut, sans mandat, entre 22 heures et 7 heures, effectuer un tel examen.

Lorsque l'auteur de cet examen a des motifs raisonnables de croire que le tabac trouvé dans le véhicule est destiné à la vente pour consommation au Québec et que ni le vendeur ni l'acheteur ne sont titulaires du certificat d'enregistrement que la loi leur impose de détenir ou que ce tabac n'est pas identifié conformément à l'article 13.1, il peut ordonner que le véhicule soit immobilisé jusqu'à autorisation au contraire du ministre ou jusqu'à ce qu'un juge ait statué sur la demande visée à l'article 13.4 que le ministre doit introduire avec diligence raisonnable et que la saisie ait été effectuée, le cas échéant.

« **13.4** Avec l'autorisation d'un juge des sessions, qui peut être accordée sur demande *ex parte* à la suite d'une dénonciation faite sous serment par une personne qui a des motifs raisonnables de croire qu'il y a en un lieu au Québec du tabac destiné à la vente pour consommation au Québec et que ni le vendeur ni l'acheteur ne sont titulaires du certificat d'enregistrement que la loi leur impose de détenir ou que ce tabac n'est pas identifié conformément à l'article 13.1, le ministre peut autoriser par écrit tout fonctionnaire du ministère du Revenu ou toute autre personne qu'il désigne, ainsi que tout agent de la paix que ce fonctionnaire ou cette personne appelle à son aide, à s'introduire dans ce lieu pour y rechercher et saisir ce tabac ainsi que tout véhicule ou distributeur automatique en contenant.

Sous réserve d'une mainlevée donnée par le ministre, le bien saisi demeure sous la garde d'une personne qu'il désigne à cette fin jusqu'à ce que, conformément à l'article 15.1, il soit confisqué ou remis à son propriétaire.

« **13.5** Malgré l'article 13.4, lorsque du tabac est saisi, le ministre peut demander à un juge des sessions qu'il ordonne que ce tabac soit

vendu dans le délai et aux conditions que ce dernier détermine. Le produit de la vente moins les frais est conservé par la personne désignée par le ministre jusqu'à ce que, conformément à l'article 15.1, il soit confisqué ou remis à son propriétaire.»

6. Les articles 14 et 15 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **14.** Commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 5 000 \$, toute personne qui:

a) contrevient à l'article 3; ou

b) néglige ou omet de se conformer aux signaux d'arrêt installés par une personne visée à l'article 13.3 ou d'obéir aux signaux ou ordres d'une telle personne ou contrevient autrement à cet article.

« **14.1** Commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 2 000 \$ et d'au plus 10 000 \$, toute personne qui:

a) contrevient à l'article 3.1; ou

b) vend, livre ou a en sa possession du tabac destiné à la vente pour consommation au Québec et qui n'est pas identifié conformément à l'article 13.1.

« **15.** Toute personne qui contrevient aux dispositions de la présente loi ou des règlements, autrement que de la façon prévue aux articles 14 et 14.1, commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 5 000 \$.

« **15.1** Lorsqu'un tribunal condamne une personne pour avoir contrevenu à la présente loi, la saisie effectuée en vertu de l'article 13.4 et, le cas échéant, en vertu de l'article 13.5 demeure tenante jusqu'au paiement de l'amende et des frais, y compris les frais de garde.

Si l'amende et les frais, y compris les frais de garde, n'ont pas été payés six mois après la date de cette condamnation, le produit visé à l'article 13.5 est confisqué et affecté à ce paiement et, en cas d'insuffisance, le bien saisi est confisqué et vendu de la façon prescrite par règlement. Si la vente rapporte un montant supérieur à celui de l'amende et des frais, y compris les frais de garde et de vente du bien, le solde est remis à la personne qui en était propriétaire lors de la saisie.

Quiconque, autre que le contrevenant, désire revendiquer, après le commencement d'une poursuite pouvant entraîner la confiscation visée au deuxième alinéa, le bien saisi et retenu en vertu de l'article 13.4 ou le produit visé à l'article 13.5 peut en obtenir la remise en présentant au tribunal devant lequel s'instruit cette poursuite, une

requête indiquant son nom, sa résidence et alléguant sous serment la nature de son droit au bien saisi.

Le tribunal peut alors, aux conditions qu'il détermine, ordonner la remise du bien saisi et du produit, le cas échéant. ».

7. L'article 17 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **17.** Le ministre peut, afin de faciliter la perception et la remise de l'impôt établi par la présente loi ou de prévenir le paiement en double de cet impôt à l'égard du même tabac, conclure avec toute personne titulaire d'un certificat d'enregistrement les ententes écrites qu'il juge utiles.

« **17.1** Aux fins de la présente loi, est un agent-percepteur tout vendeur en gros et toute personne, à l'exclusion d'un vendeur en détail, qui vend, délivre ou fait en sorte que soit livré du tabac au Québec.

« **17.2** Tout agent-percepteur titulaire d'un certificat d'enregistrement doit percevoir comme mandataire du ministre un montant égal à l'impôt établi à l'article 8 de toute personne à qui il vend, délivre ou fait en sorte que soit livré du tabac identifié conformément à l'article 13.1, sauf s'il s'agit d'un tabac prescrit par règlement et livré hors du Québec pour consommation hors du Québec.

Cette obligation ne s'applique pas à l'égard du tabac vendu ou livré par un agent-percepteur s'il en est exempté aux termes de l'entente qu'il a conclue avec le ministre en vertu de l'article 17.

Que le prix soit stipulé payable comptant, à terme, par versements ou de toute autre manière, le montant visé au premier alinéa doit être perçu lors de la vente sur la quantité totale faisant l'objet du contrat.

« **17.3** Tout agent-percepteur titulaire d'un certificat d'enregistrement doit, au plus tard le quinzième jour de chaque mois, faire rapport au ministre en utilisant la formule prescrite par ce dernier, des montants qu'il a perçus ou qu'il aurait dû percevoir en vertu de l'article 17.2 au cours du mois précédent et il doit en même temps lui en faire remise.

Ce rapport doit être fait et transmis au ministre même si aucune vente de tabac n'a été faite durant le mois.

L'agent-percepteur qui a conclu une entente avec le ministre en vertu de l'article 17 est soumis à l'obligation prévue au premier alinéa selon les modalités et dans les délais prévus à cette entente.

Cependant, l'agent-percepteur titulaire d'un certificat d'enregistrement n'est pas tenu de remettre le montant perçu à l'égard du tabac qu'il a acquis d'un agent-percepteur titulaire d'un certificat d'enregistrement lorsqu'il a versé à ce dernier le montant prévu à l'article 17.2 à l'égard de ce tabac.

Toutefois, si le montant perçu à l'égard de ce tabac est supérieur au montant qu'il a versé en vertu de l'article 17.2 à un agent-percepteur titulaire d'un certificat d'enregistrement, le ministre peut exiger que la différence lui soit remise.

« **17.4** Tout agent-percepteur titulaire d'un certificat d'enregistrement qui ne perçoit pas le montant prévu à l'article 17.2 ou qui ne remet pas au ministre un tel montant qu'il a perçu et qu'il est tenu de remettre ou qui le remet à une personne qui n'est pas titulaire d'un certificat d'enregistrement devient débiteur de ce montant envers Sa Majesté aux droits du Québec.

Tout agent-percepteur qui n'est pas titulaire d'un certificat d'enregistrement en vigueur au moment où il vend, délivre ou fait en sorte que soit livré du tabac au Québec devient débiteur envers Sa Majesté aux droits du Québec de tout montant prévu à l'article 17.2 qu'il a perçu ou qu'il aurait dû percevoir s'il avait été titulaire d'un tel certificat.

Tout agent-percepteur qui vend, délivre ou fait en sorte que soit livré au Québec du tabac non identifié conformément à l'article 13.1 et destiné à la vente pour consommation au Québec devient débiteur envers Sa Majesté aux droits du Québec d'un montant égal à l'impôt établi à l'article 8 à l'égard de ce tabac.

Les montants prévus au présent article sont réputés être des droits au sens de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31). ».

8. L'article 19 de cette loi est modifié par l'abrogation des paragraphes 2 et 3.

9. L'article 20 de cette loi est modifié par l'abrogation du deuxième alinéa.

10. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le gouvernement.